

# Communiqué de presse de la Confédération syndicale internationale

## Les ministres du G20 risquent de faire à nouveau basculer l'économie mondiale dans la récession



**8 juin 2010**

Le groupement Global Unions s'en est pris aux [conclusions](#) de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques des pays du G20, organisée à Pusan (Corée) le 5 juin. «Les ministres des Finances du G20 avaient annoncé qu'ils se réunissaient à un «moment critique» pour veiller à la relance mondiale et pour répondre aux enjeux et aux risques économiques, a déclaré Guy Ryder, secrétaire général de la CSI. C'est un échec sur les deux tableaux. Leurs décisions risquent de compromettre la reprise et ils ne sont pas parvenus à faire progresser l'agenda pour une nouvelle réglementation des marchés financiers.»

Le message sur la reprise économique s'écarte de celui de la réunion des ministres des Finances d'avril où ils avaient mis en garde contre le retrait prématuré des mesures d'incitation. À Pusan, l'attention s'est portée sur l'importance de «finances publiques durables» et sur le besoin pour nombre de pays «d'accélérer le rythme de la consolidation». «Les conclusions des ministres des Finances ne sont pas plausibles, a ajouté John Evans, secrétaire général de la CSC. Des prévisions suggèrent que l'économie mondiale survit toujours grâce aux mesures d'incitation des gouvernements et pourtant ils proposent aujourd'hui de cesser de soutenir l'emploi pour réduire les déficits. Ce revirement de situation pourrait faire replonger l'économie mondiale dans la récession.»

Quant à la réforme du secteur financier, la réunion de Pusan n'est pas parvenue à se mettre d'accord sur la prochaine étape. Les ministres ne sont même pas convenus des principes d'une imposition internationale sur les banques et d'autres institutions financières, pourtant préconisée par le FMI, et encore moins de l'adoption d'une taxe sur les transactions financières. Ils n'ont pas non plus réussi à dégager un consensus pour renforcer le cadre Bâle II pour réglementer les prêts bancaires. Le communiqué se contente de réitérer des engagements passés du G20, du Conseil de la stabilité financière et de ses membres.

«La réunion de Pusan est une déconvenue pour le G20, a conclu Guy Ryder. Entre-temps, c'est encore et toujours les familles de travailleurs qui paient, et qui continueront de payer, pour l'avidité et la prise de risques irresponsable de banquiers et de spéculateurs financiers. Il faut encore agir pour l'emploi et une nouvelle réglementation du secteur financier est nécessaire, tel est le message que le mouvement syndical international transmettra lors de la réunion des dirigeants du G20 de Toronto, prévue à la fin du mois.»